

# Conversation avec Jacklyn Cock

1999-07-08

info@idrc.ca

Qui ne se souvient pas des fameux dividendes de la paix, des excédents budgétaires que devaient provoquer la disparition du Rideau de fer et la fin de la course aux armements ? À mesure que les diverses sociétés ravagées par la guerre au Moyen-Orient, en Amérique latine et dans certaines parties de l'Afrique retrouveraient enfin la paix et commenceraient à bâtir des institutions démocratiques, les gouvernements étaient censés se servir des fonds jusque là consacrés aux forces militaires pour satisfaire les besoins essentiels des populations. Mais est-ce bien ce qui s'est en fait passé ?

En Afrique du Sud, ce processus est effectivement en cours depuis le début des années 1990, mais il demeure inégal et fragile, avec des résultats contradictoires, notamment en termes de l'importance accrue que l'on accorde aux exportations d'armes, et de l'accroissement du banditisme et des gangs criminels. Dans leur ouvrage [\*From Defence to Development: Redirecting Military Resources in South Africa\*](#) (De la défense au développement par la réorientation des ressources militaires : l'Afrique du Sud en transition), Jacklyn Cock et Penny McKenzie font valoir que l'Afrique du Sud doit dépasser la conception étroite du processus et se concentrer plutôt sur la réaffectation des ressources militaires, tant en termes humains que matériels, pour viser le développement durable et la restauration environnementale. L'an dernier, Le CRDI Explore a interviewé Jacklyn Cock au sujet de son livre.

---

## D'où provient l'élan en faveur de la démilitarisation en Afrique du Sud ?

Il s'agit d'une intéressante convergence d'intérêts qui, je pense, est précisément ce qui donne à cet élan son plein potentiel. Des pressions s'exercent actuellement dans le sens de la rationalisation au sein même de la famille des forces de sécurité — c'est ainsi que les militaires aiment se faire appeler. L'existence d'un tel élan signifie en fait qu'il y a convergence d'intérêts entre, d'une part, la SANDF (Force de défense nationale d'Afrique du Sud), qui ressent la nécessité absolue de la rationalisation en termes de coupes budgétaires à la défense et, d'autre part, le mouvement pour la démilitarisation, lequel est à vrai dire un tout petit mouvement quasi embryonnaire dont l'existence se manifeste au sein de très petites organisations comme *Cease-Fire, Gun Free South Africa*, et le *Group for Environmental Monitoring (GEM)*. [Le mouvement] est hélas trop peu inclusif dans sa composition sociale. Il est essentiellement dominé par des gens qui appartiennent à la classe moyenne blanche, et c'est une terrible faiblesse.

## Quel niveau de priorité pensez-vous que le gouvernement a accordé à la démilitarisation ?

C'est là une question très, très problématique car je pense que d'énormes pressions s'exercent sur nous — et par nous, j'entends l'ANC — pour s'attaquer aux problèmes de la pauvreté, des inégalités et du chômage. Par conséquent, les arguments avec lesquels nous confrontent l'industrie de l'armement et les militaires au sujet de l'emploi et des devises étrangères sont extrêmement puissants et le gouvernement de l'ANC est obligé de faire un numéro équilibriste très complexe. En Afrique du Sud, tout l'accent est placé sur le consensus à bâtir, la réconciliation et la création éventuelle d'une société commune pour tous, en intégrant toute une gamme d'intérêts.

De toute façon, le mouvement pour la démilitarisation est tellement faible et sa base sociale est si peu inclusive — pour des raisons qui découlent du choix de la lutte armée par l'ANC en 1961 — qu'il existe une tendance assez répandue à voir dans la violence une solution légitime aux conflits et aux problèmes. Donc, il n'existe pas vraiment de solide mouvement pour la paix et je pense que c'est pour cette raison que le gouvernement de l'ANC n'accorde pas la priorité à la démilitarisation. Je crois aussi qu'il existe de puissants mais contradictoires arguments, au sein de l'État post-apartheid, concernant l'aptitude de la SANDF à contribuer au développement en tant que source d'emplois et d'acquisition de compétences, et pareillement dans le cas de l'industrie de l'armement qui est en outre perçue comme génératrice de devises étrangères, et aussi comme une sorte de dépositaire de percées technologiques, etc.

**Il est clair que la communauté des ONG a assumé un rôle de leadership dans le cadre de la campagne pour la démilitarisation, comme elle l'a démontré à l'époque du mouvement contre les mines terrestres. Dans quelle mesure cette action s'étend-elle à d'autres segments de la société sud-africaine ?**

Malheureusement, très peu... La campagne contre les mines terrestres offre un exemple très intéressant dont on peut tirer une leçon. À Gun-Free [Afrique du Sud], notre action vise à abolir le droit des particuliers à posséder des armes à feu et nous essayons d'apprendre quelque chose de la campagne contre les mines terrestres. J'estime que son succès reposait en partie sur le très vaste attrait de l'objectif, notamment en ce qui concerne les victimes ; car beaucoup de gens qui ont appuyé la campagne étaient d'anciens combattants et des soldats qui avaient eux-mêmes senti dans leur chair leurs effets dévastateurs. En outre, ce qui est capital c'est que les fabricants de mines terrestres d'Afrique du Sud participent à présent aux opérations de déminage. C'est ce qu'on appelle la double-caisse . Autrement dit, leur activité et leurs bénéfices ne sont pas oblitérés par l'interdiction des mines terrestres, à condition que l'on incorpore leurs intérêts dans une nouvelle perspective commune. Je pense que c'est ce qui explique partiellement l'énorme succès de la campagne, c'est-à-dire son très vaste attrait, y compris à l'égard des intérêts des producteurs eux-mêmes, du fait qu'ils ont bien vu la possibilité qui s'offrait à eux de s'engager dans le projet à hauteur de plusieurs dizaines de millions.

**Quels types de problèmes ont surgi en conséquence de la démilitarisation ?**

Elle procède, hélas, à un rythme très inégal. L'une de nos exigences majeures porte sur la rétrocession des bases militaires fermées ou à fermer, car les forces armées sont la quatrième entité en importance en Afrique du Sud en fait de main-mise foncière. Il devrait y avoir de massives fermetures de bases militaires afin de pouvoir donner suite aux espoirs des gens sans terres, mais aussi dans l'optique d'un processus cohérent de rationalisation. L'un des grands problèmes qui durent est que les terres sont contaminées durant les exercices militaires. Il y a un niveau appréciable de dégradation environnementale et le coût des mesures de restauration du milieu sera gigantesque. Je suppose qu'une difficulté dont l'ampleur est encore plus vaste concerne l'inaptitude de la société civile — du fait de l'absence de toute mobilisation de masse — à exiger davantage en matière de démilitarisation, notamment la réaffectation des ressources, pouvoirs et initiatives de chez les militaires vers les organismes de développement.

**Qu'en est-il de l'argument selon lequel la démilitarisation dit chômage ?**

Justement, c'est l'autre aspect de la question qui nous inquiète. Plus précisément le fait qu'il s'agit là de gens qui maîtrisent les techniques de la violence, qu'ils ont souvent accès à des armes à feu, et il y a donc vraiment des raisons de s'inquiéter que même la rationalisation, à l'égard de laquelle la SANDF s'est engagée cette année (1998), puisse aboutir à une augmentation de la criminalité dans

la mesure où les ex-combattants n'arrivent pas à trouver de l'emploi. Ils ne possèdent pas les compétences que l'on recherche sur le marché car nombre d'entre eux ont choisi l'instruction militaire... au lieu de l'instruction tout court. On fait donc face à un dilemme parce que, d'une façon comme de l'autre, on est confronté à des coûts dans l'immédiat : d'une part, il y a [le problème d'] une éventuelle déstabilisation issue du chômage des ex-combattants (soldats démobilisés et autres) ; d'autre part, il y a le fait que, dans la foulée d'une conversion de l'industrie de l'armement, on risque de constater que la démarche va créer davantage de chômage, du moins à court terme. Il s'agit en définitive d'un processus complexe et en dents de scie qui comporte des coûts à court terme. Mais il est bien entendu que, pour ma part, je vois d'énormes avantages à long terme. Je crois que, en tant que société qui traîne un lourd héritage de guerre, l'une des actions capitales qu'il nous faut entreprendre pour conforter la démocratie consistera à réorienter nos ressources de cette façon et de nous concentrer sur nos véritables besoins à l'intérieur, qui sont de s'attaquer à la pauvreté, au chômage et à la désintégration sociale.

### **Pour vous, quelles seraient les dimensions idéales et le rôle approprié de la SANDF ?**

Mais je ne pense même pas que nous devrions avoir une armée... je ne vois pas à quoi ça rime ! Je crois que l'existence même de notre armée s'explique par des raisons de pur nationalisme, et que les gens s'imaginent que c'est nécessairement l'un des attributs d'un État indépendant que d'avoir une armée, mais quand à des raisons logiques, je n'en vois aucune. [Même] le maître-plan militaire accepte comme une réalité le fait qu'aucune menace militaire conventionnelle ne pèse actuellement sur nous, et que les seules véritables menaces que nous connaissons sont socio-économiques... Nous devrions suivre la voie tracée par le Costa Rica et abolir l'armée comme l'a fait ce pays en 1948. Certes, il s'agit d'une société très différente, beaucoup plus petite, plus homogène, très différemment située par rapport aux États-Unis, et qui s'est dotée de forces policières quasi militaires. Je pense qu'il est nécessaire de réorienter nos ressources sur ce plan-là de façon à assurer des fonctions de maintien de l'ordre et créer des corps policiers de nature communautaire. C'est à de telles fins que nos ressources pourraient servir utilement.

### **Quels sont les effets que vous espérez de votre livre ?**

Bâtir une capacité d'action. [J'espère] que les non-universitaires, les décideurs, ceux qui formulent les politiques publiques, et tous ceux qui s'intéressent aux défis auxquels est confronté un gouvernement post-apartheid, le liront et — je le souhaite — s'engageront d'une manière ou de l'autre à l'égard du mouvement pour la démilitarisation, car je pense que la solution est là... fortifier ce mouvement et lui donner fermement des assises populaires pour nous permettre de réellement avoir un impact sur la formulation des politiques. J'en suis satisfaite en tous cas ! Il est très complet et il couvre toute une série de questions selon des approches bien différentes. Je crois que la manière dont nous l'avons rédigé — c'est ce que nous avons essayé très fort — le situe à un niveau accessible ; donc il ne s'agit pas d'un ouvrage à contenu pesant qui ne viserait que des universitaires.

### **Quelles recommandations auriez-vous à faire aux décideurs et aux spécialistes du développement qui pourraient se servir de l'ouvrage ?**

De repenser la notion de sécurité. La sécurité est une préoccupation réelle pour tous et, dans notre contexte, il y a deux importantes transitions qui doivent absolument se produire. L'une est que les gens ne devraient pas penser à la sécurité en termes militaires, parce que les militaires constituent en fait une menace à notre sécurité à cause de la façon dont ils cannibalisent les ressources et polluent la terre. Il faudra que les gens finissent par se rendre compte que les forces armées sont une menace à notre sécurité. Il est également nécessaire de penser à la sécurité non en termes de l'État, mais plutôt en des termes plus vastes, plus planétaires, car bon nombre des choses qui nous

menacent, comme la pollution et les trous dans la couche d'ozone, dépassent la capacité des États individuels à y faire face.

Il y a également la question de la sûreté des personnes. Les incidents croissants de violence en Afrique du Sud, et surtout de violence domestique et de mauvais traitements infligés aux enfants, sont tous des indicateurs de désintégration et de profondes tensions au sein de la société. Les gens ont besoin de comprendre que cela fait partie du lourd héritage de la guerre et que, pour une bonne part, l'effort de reconstruction et de consolidation de la démocratie doit consister à repenser notre façon de voir la sécurité et de repenser également notre perception de la violence. J'insiste sur la sécurité et la violence parce que ces questions sont proches de l'expérience des gens ordinaires.

### **Ne peut-on pas confier à l'actuelle SANDF un rôle dans la reconstruction, comme par exemple celui de contribuer au maintien de l'ordre dans les townships ?**

Mais c'est ce qui se passe déjà à présent ! Cependant, la difficulté réside dans le fait que ces hommes sont entraînés à être des soldats, non pas à résoudre les conflits par des moyens pacifiques. Ceci dit, ce serait là une façon de voir les choses. Mais une autre façon, sans doute plus efficace, consisterait, disons, à réaffecter ces ressources, y compris le personnel, à des actions de maintien de l'ordre, avec ce que cela requiert comme ré-entraînement, par contraste avec les fonctions habituelles de contrôle des frontières et de défense de l'intégrité territoriale du pays, tâches qui représentent à présent, et totalement, l'état de préparation mentale des soldats.

On pourrait affecter les soldats à des projets de développement, ...mais je crois que ce serait une façon de justifier l'existence de la SANDF et d'essayer de lui trouver un rôle à jouer. Je pense que c'est potentiellement dangereux car nous avons hérité d'un passé extrêmement militarisé. En effet, les militaires occupaient chez nous une position très centrale dans l'ensemble de la société sur les plans politique, idéologique et économique. Nous devons démanteler tout cela, et la façon de s'y prendre consiste à réduire leur rôle à un minimum et de le restreindre dans la mesure du possible.

---

### **Au sujet des auteurs**

Jacklyn Cock est professeur de sociologie à l'Université Witwatersrand de Johannesburg (Afrique du Sud). Elle a été l'un des fondateurs du Group for Environmental Monitoring (GEM) et chef du projet *Militarisation et l'écologie de l'Afrique australe*, financé par le CRDI. Penny McKenzie coordonne actuellement le projet Defence and Development du GEM. Elle a également été la coordonnatrice du projet *Militarisation et l'écologie de l'Afrique australe*.

### **L'ouvrage**

*From Defence to Development: Redirecting Military Resources in South Africa*

(De la défense au développement par la réorientation des ressources militaires : l'Afrique du Sud en transition)

auteurs : Jacklyn Cock et Penny McKenzie